



SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VI^e ARRONDISSEMENT
FONDÉE EN 1898

LA LETTRE D'INFORMATION

N°6-JUIN 2021

VISITEZ NOTRE SITE : <https://www.sh6e.com/>

MOT DU PRÉSIDENT

Bruno Delmas



Chers sociétaires,

Le numéro 33 de notre Bulletin est chez l'imprimeur et nous pensons qu'il pourra vous être distribué dans le courant du mois. Vous y retrouverez, outre les rubriques habituelles, le *Petit journal du confinement* qui nous a servi de lien au plus fort du premier confinement.



La chronique de Jean-Pierre Duquesne sur le siège de Paris pendant la Guerre de 1870, publiée dans notre *Lettre d'information*, rencontre un grand succès dont nous le félicitons. Mais surtout, il a réveillé parmi certains d'entre vous ou de vos proches des souvenirs de familles et fait ressortir des tiroirs ou des placards des correspondances familiales expédiées par des ancêtres par ballons, pigeons... Ces précieux témoignages permettent de mieux connaître la façon dont les habitants vivaient le siège et aussi les événements auxquels ils assistaient. Trois personnes nous ont déjà communiqué ces textes et si vous détenez ou si vous connaissez des détenteurs de telles correspondances, nous serions heureux que vous nous les communiquiez, afin d'en publier un recueil.

ACTIVITÉS

CONFÉRENCES



Judi 17 juin 2021 à 18h00 précises

VISIOCONFÉRENCE : ATTILA JOZSEF (1905-1937), « CŒUR PUR » DE LA POÉSIE HONGROISE

PAR DAVID LABREURE, DOCTEUR EN LETTRES MODERNES, DIRECTEUR DU MUSÉE ET DU CENTRE D'ARCHIVES DE LA MAISON AUGUSTE COMTE

L'un des plus grands poètes de langue hongroise, Attila Jozsef vécut 4 rue du Vieux-Colombier lorsqu'âgé de 21 ans, il était étudiant à la Sorbonne.

Né à Budapest en 1905, d'origine très modeste, il écrit et publie ses premiers poèmes à 17 ans, il commence ses études à l'université de Vienne.

À Paris, il vécut dans le VI^e arrondissement à l'instar d'un des autres grands noms de la poésie hongroise, Endre Ady. Poète engagé, libre, désespéré, Attila József connut une fin des plus tragiques.

L'INSCRIPTION EST GRATUITE ET OBLIGATOIRE sur notre site <https://www.sh6e.com/> à la rubrique **CONFÉRENCES**, ou en écrivant à sh6@orange.fr. Un lien pour se connecter sera ensuite envoyé aux personnes inscrites.



Le siège de Paris
(septembre 1870 - janvier 1871)

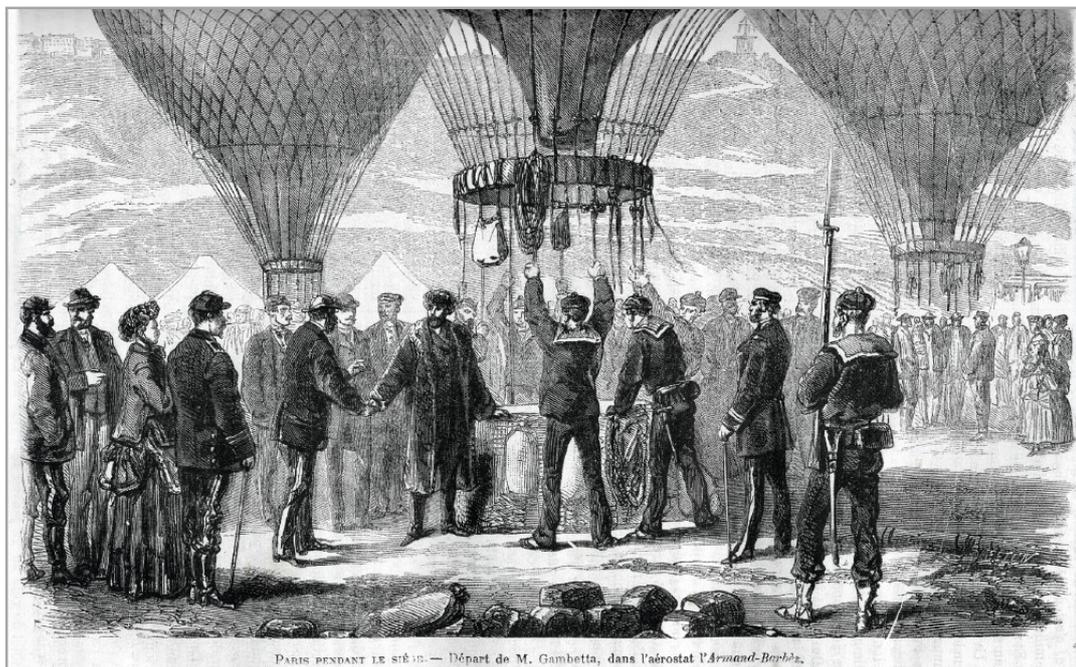
- 5 -

Revers militaires, mouvements de rue et élections

Quels qu'aient pu être les efforts de la municipalité pour tenter de soulager les conditions matérielles de vie des Parisiens, et nous avons vu dans la précédente chronique qu'ils furent réels et sincères, le mécontentement s'installe, attisé par les revers successifs des armées françaises. L'automne et l'hiver vont être secoués par des tentatives avortées de soulèvements populaires et ponctués d'élections qui ne résolvent à peu près rien.

Revers militaires ...

Le gouvernement de la Défense nationale avait décidé de rester à Paris, mais, dans l'éventualité, très tôt envisagée, d'un encerclement de la capitale, il avait dès le 12 septembre installé à Tours une délégation gouvernementale dirigée par le ministre de la Justice Adolphe Crémieux. La présence à ses côtés du ministre de la Guerre Léon Gambetta apparut bientôt nécessaire : c'est l'épisode célèbre de son départ en ballon monté (*l'Armand-Barbès*), le 7 octobre, depuis la place Saint-Pierre, dans le 18^{ème} arrondissement. Gambetta restructure les troupes ayant échappé au désastre de Sedan en trois armées, de la Loire, du Nord et de l'Est. Malheureusement, en dépit de quelques succès, aucune action décisive ne vient infléchir le cours de la guerre.

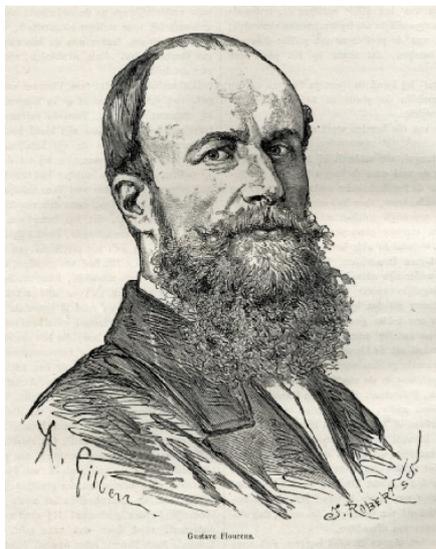


Départ de Gambetta en ballon monté, gravure coll. Christian Chevalier

Les choses ne vont pas mieux autour de Paris. Les tentatives de sorties se succèdent depuis les bastions, notamment au sud (Châtillon, Chevilly) et à l'ouest (Buzenval, Malmaison), mais aucune ne parvient à faire reculer l'ennemi, bien installé sur les hauteurs du Mont-Valérien et de Châtillon, deux positions stratégiques perdues par les Français. Les perspectives d'une levée rapide du siège de Paris s'évanouissent.

... et manifestations sporadiques

Il n'en faut pas plus pour réveiller l'agitation, latente depuis le début du siège. Notre diariste Jacques-Henry Paradis (voir nos précédentes chroniques) note dès le 30 septembre que « les réunions publiques sont toujours de plus en plus animées ». Il affirme que Ledru-Rollin, Blanqui et Félix Piat, les doyens de 1848, et le major Flourens, « excitent les esprits par des discours violents ». Au cœur des discussions, les élections municipales à venir, pour remplacer par des édiles élus ceux nommés à titre provisoire début septembre. La difficulté est d'établir des listes électorales fiables, ce que le Gouvernement provisoire estime ne pas pouvoir réaliser dans les circonstances présentes. Le 5 octobre une manifestation de gardes nationaux de l'est parisien emmenée par Gustave Flourens, blanquiste déterminé, marche sur l'Hôtel-de-Ville pour demander aux autorités, d'une part de renforcer les moyens militaires de nature à lancer des sorties offensives efficaces, d'autre part d'organiser les élections municipales dès le dimanche suivant 9 octobre. Trochu promet les premiers et reporte à des jours meilleurs les seconds. Pour maintenir la pression, une nouvelle manifestation est organisée le samedi 8 octobre ; les cris de *Vive Trochu !* se mêlent aux *Vive la Commune !* Paradis évalue à environ 5 000 le nombre de personnes rassemblées dont une majorité de curieux.



Gustave Flourens, gravure de J. Robert, coll. Christian Chevalier

La population essaie de s'adapter à une situation inédite. Le vendredi 14 octobre Paradis note que « c'est la première fois que les Parisiens voient des pièces d'artilleries alignées dans les allées du jardin du Luxembourg en guise de chaises ». Les fins de semaine, on s'offre une bouffée d'air pur : « Dès 10 heures les Parisiens franchissaient, pour fêter le dimanche, les pont-levis de leurs remparts et s'éparpillaient entre l'enceinte et les forts ». Mais l'inquiétude n'en est pas moins prégnante. Les lundi 24 et mardi 25 octobre on s'effraie devant une aurore boréale : certains croient à un incendie monstrueux, d'autres y voient un présage annonciateur de catastrophes. Les Goncourt en laissent dans leur *Journal* une évocation des plus colorées : « un ciel de sang, une lueur cerise teignant jusqu'au bleu noir de la nuit, un spectacle étrange de la nature, un de ces prodiges qui troublaient l'antiquité » ; ils ont « entendu certains assurer que c'est la forêt de Bondy qui brûle ». Victor Hugo, redevenu très prosaïque après les expériences spirites de Jersey, n'en souffle mot dans ses *Choses vues*. Il est vrai qu'au même moment il est très occupé à surveiller les tirages (et les recettes) de la réédition des *Châtiments*...

Le feu aux poudres

Le jeudi 27 la rumeur se répand de la situation désespérée du maréchal Bazaine retranché dans la place forte de Metz. Le journal *Le Combat* n'hésite pas à mentionner l'existence de pourparlers pour connaître les conditions d'une reddition. Les démentis pleuvent, sans grand crédit. L'inquiétude grandit parmi les

étrangers séjournant à Paris, auxquels les autorités prussiennes installées à Versailles accordent des sauf-conduits pour quitter la capitale. Le 30, la capitulation de Bazaine est officiellement confirmée. Le même jour une sortie lancée au village de Saint-Denis, pourtant bien engagée, se solde par un échec cuisant avec de nombreuses pertes françaises. Et pour faire pleine mesure, il se murmure qu'Adolphe Thiers a sondé Bismarck sur les conditions d'un armistice « qui permettrait de ravitailler la cité et de procéder à l'élection d'une Assemblée nationale constituante ». Il serait à nouveau question de l'abandon de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine.

Or, pour bien comprendre cette période, n'oublions pas que, dans son ensemble, l'opinion publique, toutes tendances confondues, est profondément hostile à l'idée d'une amputation du territoire national. Comment continuer à faire confiance à un gouvernement qu'on soupçonne, à tort ou à raison, de vouloir mettre fin aux hostilités quel que soit le prix à payer ? L'opposition révolutionnaire ne va pas tarder à le faire savoir.

Une journée révolutionnaire

Au matin du lundi 31 octobre une foule hétérogène, gardes nationaux, ouvriers, civils de tous bords se regroupe devant l'Hôtel de Ville, bravant la pluie. Des cris hostiles au gouvernement s'élèvent, certains s'approchent dangereusement des grilles. Victor Hugo parle d'« échauffourée ». Dans une démarche d'apaisement le maire, Étienne Arago, convainc Trochu d'organiser au plus tôt des élections municipales pour substituer des édiles élus à ceux nommés début septembre. Une délégation de manifestants est reçue et se déclare satisfaite de cette annonce. La foule commence à se retirer. L'orage semble passé. Il n'en est rien.



Journée du 31 octobre, envahissement de la salle du Conseil, gravure coll. Christian Chevalier

Car le *Comité central des vingt arrondissements* (voir notre chronique n°2), dont les préoccupations inhérentes au siège avaient réduit l'influence auprès de la population, n'entend pas laisser passer cette occasion de rebondir. En début d'après-midi, des groupes se rassemblent à nouveau devant l'Hôtel de Ville, déterminés à en découdre. Le dispositif de garde du bâtiment, l'alerte passée, a été allégé. Il leur est facile de forcer les grilles et de se ruer à l'intérieur. Des gardes nationaux se sont joints à eux. On parle de prononcer la déchéance du gouvernement, de proclamer une Commune insurrectionnelle, de nommer un gouvernement provisoire et même un comité de salut public. Dans la confusion grandissante, Edmond-Alfred Goupil, le commandant de la 115^{ème} compagnie de gardes nationaux du 6^{ème} arrondissement (voir notre chronique n°3), tente sans succès de se faire désigner maire à la place d'Arago. À 16 heures le populaire Gustave Flourens arrive, flanqué des hommes du bataillon de la garde nationale de Belleville, qu'il commande. Il proclame un Comité de salut public, et déclare prisonniers les ministres présents. À 18 heures, c'est Blanqui qui apparaît et d'emblée édicte toute une série de mesures. Dans la soirée tout le monde se retrouve dans la grande salle des délibérations. Trochu, Jules Ferry (préfet de la Seine) et les autres ministres en profitent pour s'échapper. On discute de la formation d'un nouveau gouvernement, on sollicite à trois reprises la participation de Victor Hugo, on lui propose même d'en prendre la tête : « À minuit des gardes nationaux sont venus me chercher pour aller à l'Hôtel de Ville présider, disaient-ils, le nouveau gouvernement ». À chaque fois il refuse : « J'ai répondu que je blâmais énergiquement cette

tentative, et j'ai refusé d'aller à l'Hôtel de Ville ». Depuis le 2 décembre 1851, le poète se méfie des coups de force.

La riposte ne va pas tarder. Dans la nuit un bataillon de gardes mobiles bretons, loyaux au gouvernement provisoire, s'introduit. Cela calme les esprits : les enthousiasmes les plus échevelés s'émoussent parfois face à la force. On négocie une issue honorable. Le gouvernement reste en place, les insurgés peuvent se retirer librement. Librement ? Pour peu de temps : le jour levé, revenant sur l'engagement pris quelques heures plus tôt, on arrête les chefs de l'insurrection, du moins ceux qui n'ont pas voulu se mettre à l'abri. Goupil écope de deux ans de prison, mais a été libéré quelques mois plus tard. Arago doit céder son fauteuil de maire à Jules Ferry, sorti renforcé de cette épreuve. Deux scrutins sont décidés dans l'urgence : la population parisienne est appelée le 3 novembre à renouveler par plébiscite sa confiance au gouvernement provisoire, et le 5 à élire une nouvelle municipalité. Si le plébiscite est un succès éclatant pour Trochu et son équipe, les résultats du scrutin municipal mettent en évidence les antagonismes qui conduiront près de cinq mois plus tard à la Commune.

Et notre brave Paradis de conclure ainsi cet épisode dans son journal : « Les Parisiens sont heureux du calme retrouvé et, sans changer leurs habitudes, ils vont, selon l'usage amené par le jour de la Toussaint, rendre visite aux morts, qui sont vraiment bien heureux de ne pas assister à toutes ces misères humaines ».

La nouvelle municipalité du 6^{ème} arrondissement

On peut résumer le résultat des élections pour notre arrondissement par la formule « le changement dans la continuité ». Précisons que cette fois-ci les électeurs sont appelés à choisir un maire et trois adjoints et qu'il s'agit d'élections à deux tours, avec des scrutins distincts pour le maire et pour chacun des adjoints. Est élu au 1^{er} tour celui (ou ceux, dans le cas des adjoints) qui emporte la majorité absolue des voix. Est élu au 2nd tour celui (ou ceux, dans le cas des adjoints, et dans la limite du nombre de sièges à pourvoir) qui emporte le plus de voix.

Rappelons aussi que dans le 6^{ème} arrondissement des changements étaient intervenus à la mi-octobre, dans le cadre d'un jeu de chaises musicales. Un décret du 13 octobre avait nommé Charles Hérison adjoint au maire de Paris. Le même jour un arrêté lui donnait pour successeur son adjoint, Eugène Robinet. Lequel à son tour était remplacé dans sa fonction d'adjoint du 6^{ème} arrondissement par l'avocat républicain Paul Jozon.



Charles Hérison par JM. Lopez
Photo Parismuseescollections



Eugène Robinet
Photo coll. Sh6

Les deux sortants, Robinet et Jozon, présentent leur candidature au poste de maire, ainsi que Hérison qui souhaite retrouver son siège. D'autres tentent aussi leur chance, tels le médecin Edmond-Alfred Goupil, dont nous avons déjà fait la connaissance comme commandant du 115^{ème} bataillon de gardes nationaux, l'éditeur Georges Masson ou le médecin militaire Rousselle.

L'élection du maire a lieu le 5 novembre. Le résultat est sans appel. Le modéré Hérison emporte la mairie dès le premier tour à une voix de majorité (6 855 sur 13 708 votants). Robinet et Jozon n'obtiennent respectivement que 216 et 141 voix, devancés par Goupil et ses 511 voix. Mais l'éditeur Georges Masson réalise un très beau score, avec 5 681 voix, pourtant il ne propose pas sa candidature à un poste d'adjoint.

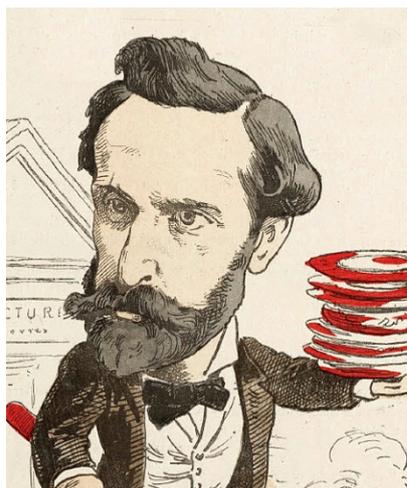
Robinet, au vu de son médiocre résultat pour le poste de maire retire sa candidature à une fonction d'adjoint Nous le retrouverons au moment de la Commune.



L'éditeur Georges Masson

L'élection des adjoints a lieu deux jours plus tard, le 7 novembre. Beaucoup plus serrés que ceux de l'élection du maire, les résultats témoignent de la diversité des opinions dans l'arrondissement, à l'image de sa composition sociologique. Paul Jozon l'emporte haut la main dès le 1^{er} tour, avec 5 311 voix sur 9 795 votants : sa contre-performance à l'élection du maire montre simplement que les électeurs tenaient à retrouver Hérisson comme premier édile de l'arrondissement. Le rejoint également dès le 1^{er} tour Pierre Albert Le Roy qui, sous la Commune se fera appeler Albert Leroy. Professeur agrégé des lettres, il demeurait 40 rue Saint-André-des-Arts, où il est mort en 1879. Les Varlin, Goupil ou Colfavru (commandant le 85^{ème} bataillon de gardes nationaux) ne remportent que quelques centaines de voix chacun. Ils prendront leur revanche dans quelques mois au moment de la Commune.

Deux postes d'adjoints sur trois sont pourvus. Il faut un second vote pour élire le 3^{ème} adjoint, cette fois-ci à la majorité relative. C'est le chimiste alsacien Charles Lauth. Il s'était engagé dans le 19^{ème} bataillon des gardes nationaux commandé par Jean-Maurice Germa. Il a été membre de notre Société historique de 1905 à sa mort en 1913. Une notice biographique lui est consacrée dans le bulletin annuel n° XVI de l'année 1913.



Charles Lauth par Gill, coll. Sh6

Tels sont les hommes qui vont désormais organiser la vie quotidienne des habitants de l'arrondissement. Sans doute n'imaginent-ils pas à quel point allaient s'avérer cruelles les semaines à venir, ni le drame politique et humain qui suivit.

Jean-Pierre Duquesne

à suivre ...



Notre société il y a cent ans

Aucune réunion mensuelle ne s'est tenue au cours du 2^{ème} semestre 1921 et il faudra attendre le mois de novembre pour que les membres de la société se retrouvent en assemblée générale et ses administrateurs en conseil d'administration.

La Commission du Vieux Paris en revanche s'est réunie régulièrement, portant son attention sur des sujets intéressant le 6^{ème} arrondissement. Elle s'est notamment émue, lors de sa séance d'avril, des destructions attendues des travaux de prolongation de la rue de Rennes jusqu'à la Seine, à l'extrémité ouest de la rue Visconti, se demandant si l'on ne pourrait pas récupérer auprès des propriétaires les éléments présentant un intérêt patrimonial, comme des rampes d'escalier ou des parquets. Le rapporteur de cette question était l'un des secrétaires de la Commission, Louis-Alphonse Tesson, un artiste peintre également membre de notre société : il a dressé à cette occasion un historique très détaillé des origines de cette rue, que l'on peut consulter dans le procès-verbal de cette réunion sur le site *Gallica* de la BnF :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58203705.r=%22commission%20du%20vieux%20paris%22avril%201921?rk=150215:2>

Notre arrondissement, il y a

deux cents ans ... Le 5 mai 1821 Napoléon I^{er} rend le dernier soupir sur le rocher de Sainte-Hélène. Aucune voie parisienne ne porte son nom d'empereur, mais son neveu Napoléon III a tenu à lui rendre hommage en attribuant, par une ordonnance du 12 août 1852, le patronyme de la famille Bonaparte à une enfilade de quatre rues qui, distinctes jusqu'alors, n'en forment désormais plus qu'une. La variété de l'architecture des maisons qui la bordent et l'irrégularité de son tracé et de sa largeur témoignent de cette origine multiple.

Les plus anciennes se trouvent aux deux extrémités : côté Seine, entre le quai et la rue Jacob, la rue des Petits-Augustins, et côté Luxembourg, entre la rue du Vieux-Colombier et la rue de Vaugirard, la rue du Pot-de-Fer. Toutes deux figurent sur les plans de Paris les plus anciens, mais n'étaient pas reliées l'une à l'autre.

La partie centrale apparaît à l'occasion des travaux d'urbanisme du 19^{ème} siècle. Un premier tronçon est tracé en 1804 sur le terrain des anciens jardins de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de la rue Jacob à la rue Sainte-Marguerite (absorbée depuis par le boulevard Saint-Germain), qui s'appelle d'abord cour des Religieux, en rappel de l'ancienne abbaye, puis en 1810, déjà, rue Bonaparte. Elle est évidemment débaptisée sous la Restauration, devenant la rue de la Poste-aux-Chevaux, avant de s'appeler un an plus tard rue Saint-Germain-des-Prés, et ce jusqu'en 1852. Un second et dernier tronçon est percé en 1845 sous le règne de Louis-Philippe, entre la rue Sainte-Marguerite et la rue du Vieux-Colombier, qu'on réunit au précédent sous la même appellation de rue Saint-Germain-des-Prés.

deux cents ans, encore ... Le 7 mai 1821 s'ouvrait au palais du Luxembourg, devant la chambre des Pairs constituée en cour de justice, le procès de trente-quatre personnes accusées d'avoir conspiré contre le roi et arrêtées pendant l'été de l'année précédente. On y trouvait des officiers en activité ou en demi-solde, des étudiants, des commis de commerce. On soupçonnait plusieurs personnalités d'avoir été mêlées à l'affaire, à commencer par l'éternel Lafayette. Il est vrai que le pouvoir était devenu nerveux après l'attentat de Louvel qui, le 13 février 1820, avait coûté la vie au duc de Berry. Le Tout-Paris se pressait dans les tribunes, les dames, « suivant l'usage de la cour des Pairs », étant exclues. Comme on n'avait guère de faits tangibles à l'appui de l'accusation, le verdict fut plutôt clément. Sur cinq accusés jugés par contumace, trois seulement furent condamnés à mort, « ce qui était de pure forme ». Six écopèrent de peines de prison de 3 à 5 ans. Les autres, soit vingt-cinq, furent acquittés. La clémence du verdict ulcéra les ultras qui voulurent y voir la main du premier ministre, le duc de Richelieu. Affaibli, ayant perdu la faveur du roi, il est contraint à la démission deux mois plus tard et meurt peu après.

deux cents ans, toujours ... Le 27 juin 1821 décédait à son domicile 10 rue de Mézières Sophie Trébuchet, la mère de Victor Hugo. Cette femme au caractère bien trempé a connu une vie mouvementée aux accents romanesque. S'étant éprise d'un bel officier, Léopold Hugo, elle l'épouse en 1797 et en a trois enfants qui naissent au hasard des cantonnements de Léopold, Paris, Nancy et Besançon. Mais elle s'éprend d'un compagnon d'armes de son mari, Victor Fanneau de Lahorie, et sa vie ressemble dès lors à une sorte de ménage à trois entrecoupé de brouilles et de réconciliations éphémères. L'exécution en 1812 de Lahorie, compromis dans la tentative de coup d'État avortée du général Malet, ne met que partiellement fin à l'imbroglio sentimental car, de son côté, le général Hugo a pris une maîtresse. Après maintes péripéties, la séparation de corps entre les époux Hugo est prononcée en 1818.

Depuis 1814 Sophie habite le 6^{ème} arrondissement, d'abord 2 rue des Vieilles-Tuileries (le n° 40 de notre rue du Cherche-Midi) dans l'un des appartements de l'hôtel de Rochambeau, presque en face de l'hôtel de Toulouse, où siégeait alors le conseil de Guerre et au 2^{ème} étage duquel habitait le greffier du conseil, Pierre Foucher, le futur beau-père de Victor. L'hôtel de Rochambeau existe toujours, mais l'hôtel de Toulouse a été démoli en 1907, lors du percement du boulevard Raspail.

La dégradation de sa situation financière la contraint à chercher un logement plus modeste et elle s'installe au 3^{ème} étage de la maison située 18 rue des Petits-Augustins (l'actuelle rue Bonaparte), dépendance de l'ancien couvent éponyme qui abrite depuis 1794 le musée des Monuments français. On sait que ce dernier avait été créé à l'initiative d'Alexandre Lenoir pour sauver ce qui pouvait l'être des œuvres d'art livrées à la vindicte révolutionnaire dans les églises et les hôtels des émigrés. La fenêtre de la chambre que Victor partage avec son frère Eugène donne sur une des cours du musée, et la contemplation des vestiges accumulés émeut l'âme romantique des jeunes gens. Le bâtiment abrite de nos jours le centre culturel tchèque à Paris et les services consulaires de la République tchèque ; c'est là que fut constitué en 1916 le *Conseil national tchécoslovaque*, dans la perspective de la création d'un état indépendant qui ne sera effective qu'à la fin de 1918.

Mais Sophie se languit dans cet endroit sans jardin. En janvier 1821 elle déménage à nouveau, et pour la dernière fois, pour un rez-de-chaussée au 10 rue de Mézières, où elle dispose d'un petit jardin. Elle n'en profitera guère plus de cinq mois. La maison a elle aussi disparu.

Mairie du VI^e arrondissement – 78, rue Bonaparte – 75006 Paris
Téléphone : [01 56 24 16 65](tel:0156241665) – Courriel : sh6@orange.fr – Site internet : www.sh6e.com